

Le Monde 経済記事精読・25年5月17日

新型コロナ危機を経験して、フランス政府は2021～22年に掛けて国内の製造業再興を旗印に掲げた。

それから二年後の今、政策が尻すぼみに終わって、あちこちの自治体が再び工場の閉鎖や海外移転の恐怖に怯えている。

1) ArcelorMittal: アルセロール・ミタル (JETRO に従いミタルと表記)

2006年に、オランダのミタル・スチールとルクセンブルクのアルセロールの経営統合により誕生した、世界最大級の鉄鋼メーカー。

ミタル・スチール (本社: オランダのロッテルダム)

インドの実業家ラクシュミ・ミタルが1989年に創業。その後、世界の鉄鋼メーカーを次々と買収することによって、世界最大の鉄鋼メーカーとなる。

同業他社を買収しては、リストラによって自社の時価総額を高め、それを担保に投資家の資金を呼び込み、また買収、といった手法で会社を拡大。

グローバル化による鉄鋼業界の成長を期待する賛美の声と、高炉の新設すらせず、ひたすら株式交換による買収を繰り返す様子を指して、もの造り精神を軽視した拝金主義との非難の声がある。

ウィキペディア「ミッタル・スチール」

<https://ja.wikipedia.org/wiki/ミッタル・スチール>

2) PSE : Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) - Licenciement économique

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2811>

授業ではPSEのままで良い。

3) haut fourneau (高炉) 記事を理解するのに、高炉の何たるかを詳しく知る必要は無い。好奇心のある方のために記す (詳しくはウィキペディアの項目を参照)。

鉄鉱石、コークス(蒸し焼きの石炭)、石灰石等を投入し、炉の下部から熱風を吹き込む。炉内の温度は2000度以上になる。

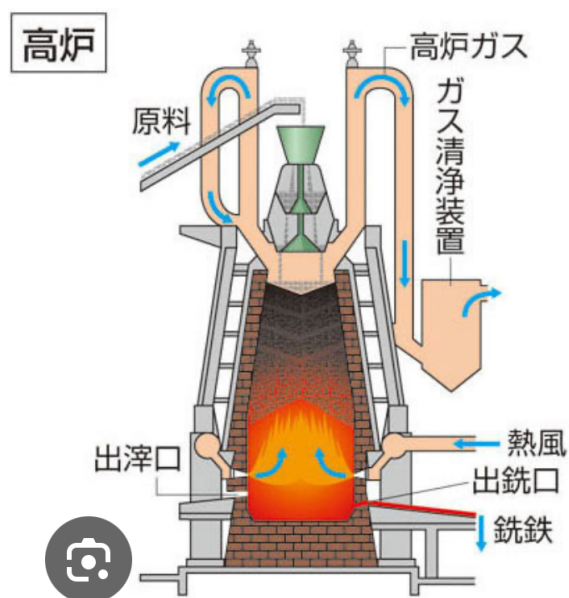
鉄鉱石とは酸化鉄のこと。鉄と化合している酸素を取り除くために炭素(コークス)を用いるが、酸素の代りに炭素が鉄中に多量に残る。それが銑鉄で、脆いために用途は限られる。

大型の高炉は高さ100メートルを超える。15～20年は生産を続けることを前提に稼働しており、一度休止して火を止めると再稼働までに長い時間がかかる。日本国内で高炉を持つ一貫製鉄会社は、日本製鉄、JFEスチール、神戸製鋼所のみ。

銑鉄から炭素をある程度取り除いたものが鋼鉄。自動車のボディ、建設用資材、その他用途は多い。そのため、かつて「鉄は国家なり」とまで言われた。

製鉄には高炉のほか、鉄くずを電気炉で溶かす方式がある。世界では、製造時のCO2 排出量が少ないとされる電炉へのシフトも進みつつある。

<https://www.nikkei.com/article/DGXXKZO55068730Q0A130C2EA2000/>
など



日本でも、江戸時代の前から刀を造る技術が存在した。それが「たたら製鉄」。映画『もののけ姫』に登場した。

ウィキペディア「もののけ姫」

<https://ja.wikipedia.org/wiki/もののけ姫>

やけに詳しくて、最後まで読めなかったが、ストーリーは分かる。

La réindustrialisation de la France a fait long feu

Le Monde du 18 février 2025, Bastien Bonnefous et Béatrice Madeline

Bien sûr, il y a les milliards d'euros de l'intelligence artificielle... Le président de la République, Emmanuel Macron, s'est félicité, le 9 février, des investissements privés à venir en France dans le domaine, d'un montant record de 109 milliards d'euros, à la veille du Sommet de Paris pour l'action sur l'IA. Des data centers géants, financés par des fonds privés majoritairement étrangers (émiratis, canadiens, américains, notamment) et censés incarner, selon l'Elysée, les «*usines de demain*» sur le sol national. Mais, dans le même temps, les usines d'hier et d'aujourd'hui, elles, sont à la peine.

Métallurgie, automobile, chimie... la vieille industrie française souffre. La relance qui avait suivi la crise liée à la pandémie de Covid-19 est bel et bien terminée, et, depuis 2024, l'Hexagone renoue avec la peur de la désindustrialisation. Le ministre délégué à l'industrie, Marc Ferracci, concède une situation «*contrastée*» et «*un ralentissement*». «*Le printemps industriel de 2021-2022 est terminé et l'été qui devait suivre n'a pas eu lieu*», tranche davantage Olivier Lluansi, expert en politique industrielle. L'enseignant au Conservatoire national des arts et métiers explique même que «*le résultat global des politiques menées ces dernières années est décevant*».

Surcapacités chinoises

De nombreux indicateurs récents témoignent du marasme. La production industrielle tricolore a reculé de 1,2% sur un an au quatrième trimestre 2024, selon des données publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) le 5 février. Pire, en décembre, le niveau de la production en France a été inférieur de 8% à celui de... janvier 2020, avant la crise sanitaire. La balance commerciale industrielle est toujours déficitaire, et les annonces de fermetures d'usines et de réduction d'effectifs se multiplient. En 2024, la France a perdu plus d'usines qu'elle n'en a ouvert (avec un solde négatif de 19 sites selon le cabinet d'études Trendeo), du jamais-vu depuis 2015. La tendance continue en 2025, avec 20 fermetures d'usines déjà enregistrées en janvier.

Les projets industriels accusent un décrochage net, de 17% en 2024, selon

le baromètre annuel du cabinet Ancoris, publié lundi 17 février et réalisé avec le groupe SCET, rattaché à la Banque des territoires. Le nombre global de projets (bureaux, bâtiments, logistique...) a également reflué de 5%. *«C'est la première fois que j'observe une baisse aussi forte»*, précise Guillaume Gady, cofondateur et directeur général d'Ancoris. Des reculs qui n'augurent rien de bon selon lui : *«Cela signifie que, dans quelques mois, nous aurons moins d'ouvertures de sites industriels. Mais, en face, on aura aussi de plus en plus de fermetures»*. Les difficultés de l'industrie française sont connues, et partagées par d'autres pays européens : atonie de la production et de la demande intérieures, concurrence sévère des surcapacités chinoises et énergie trop chère par rapport aux Etats-Unis. Mais, en France, l'instabilité politique de ces derniers mois et les inquiétudes des milieux économiques liées au contexte budgétaire et fiscal n'arrangent rien.

«On est à un point de bascule, on est en train de casser la dynamique qu'on a connue depuis 2021. Les entreprises ont besoin de confiance et pour cela de constance, on ne peut pas changer de règles au gré des budgets», estime Alexandre Montay, délégué général du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire. Dans son enquête annuelle sur la compétitivité française parue le 13 février, l'institut d'études économiques Rexecode considère que *«les mesures mises en œuvre dans la loi de finances pour 2025 constituent une menace pour l'attractivité de la France»*.

Parmi les secteurs industriels les plus touchés, figure celui de la sidérurgie. Les deux plus grands marchés clients de l'acier, l'automobile et la construction, vont mal, et le coût élevé de l'énergie combiné à la menace d'une hausse des droits de douane aux Etats-Unis agitée par Donald Trump inquiètent la filière. *«On vit une crise existentielle»*, affirme Bruno Jacquemin, délégué général de l'Alliance des minerais, minéraux et métaux (A3M), qui regroupe l'ensemble des industriels du secteur. *«Quel est l'avenir de la filière métallurgique en Europe? La question se pose tant la période est sombre»*, appuie François Excoffier, président de la Fédération professionnelle des entreprises de recyclage des déchets industriels (Federec).

En Allemagne, le géant de l'acier Thyssenkrupp a prévu de supprimer 40% de ses effectifs d'ici à 2030, soit 11.000 emplois. En France, c'est la si-

tuation d'ArcelorMittal, leader européen et numéro deux mondial, qui mobilise l'attention. Le PDG d'ArcelorMittal France, Alain Le Grix de la Salle, a jeté un froid en déclarant, le 22 janvier devant l'Assemblée nationale, que *«tous les sites européens présentent aujourd'hui des risques de fermeture»*. De quoi inquiéter les salariés des sites de Dunkerque (Nord), 1.500 employés, et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), qui en compte 1.000.

Risque d'effet domino

«A Dunkerque et à Fos-sur-Mer, l'acier et l'aluminium sont en danger de mort!», alerte l'ancien ministre de l'économie Bruno Le Maire. Désormais conseiller spécial du fabricant néerlandais d'équipements pour puces électroniques ASML, l'ex-patron de Bercy prévient : *«Si les responsables français et européens n'ont pas le courage de mettre en place des mesures de protection, les sites fermeront»*. ArcelorMittal va déjà supprimer d'ici au printemps deux usines, à Denain (Nord) et à Reims (Marne), avec plus de 130 emplois touchés. La multinationale a également décidé de suspendre ses projets d'investissements dans la décarbonation de ses hauts-fourneaux à Dunkerque. Un chantier de 1,8 milliard d'euros (dont 850 millions de subventions publiques) gelé pour le moment. A Fos-sur-Mer, un haut-fourneau est à l'arrêt depuis l'été 2023, faute de demande.

Le groupe a annoncé, le 11 février, qu'il envisage de délocaliser en Inde certaines de ses activités support (gestion des commandes, marketing, etc.) en Europe. De quoi faire craindre aux syndicats un désengagement plus large d'ArcelorMittal en France, y compris dans la production, au profit d'autres pays plus attractifs, comme le Brésil, l'Inde ou les Etats-Unis, où le groupe a annoncé un investissement de 1 milliard de dollars (0,95 milliard d'euros) pour construire une nouvelle usine dans l'Alabama.

La filière de la chimie, également, dévisse. Elle est à *«un point de rupture»* et son *«avenir est compromis»* en Europe, selon le Conseil européen de l'industrie chimique, qui a dénombré la fermeture de 21 sites majeurs sur le continent entre 2023 et 2024. Les coûts trop élevés de l'énergie ne permettent pas de rivaliser avec les surcapacités chinoises. *«Si notre industrie tombe, des chaînes de valeur tombent avec elle»*, prévient Marco Mensink, son directeur général, citant notamment les soins de santé, l'automobile ou les énergies

renouvelables.

Ce risque d'effet domino existe en France : la mise en liquidation judiciaire en septembre 2024 de la société Vencorex, à Pont-de-Claix dans l'Isère, menace ses 460 salariés et, au-delà, l'ensemble de la «*vallée de la chimie*» qui emploie près de 6.000 personnes autour de Grenoble. Son arrêt pourrait entraîner la fermeture d'autres usines, comme celle de sa voisine Arkema, qui prévoit déjà une restructuration de son site de Jarrie. Syndicats, salariés et élus locaux appellent à une nationalisation temporaire de Vencorex, mais le gouvernement s'y oppose.

Au-delà du cas Vencorex, l'ensemble de la filière est «*dans le rouge depuis le premier trimestre 2022*», explique Frédéric Gauchet, le président de France Chimie. Selon le porte-parole des industriels du secteur, «*plus de 80% [des membres de France Chimie] ont déjà engagé un plan d'économies et 30% étudient la possibilité d'enclencher un PSE*» en 2025.

La Commission européenne a promis de faire de la compétitivité l'axe numéro un de son action pour les cinq prochaines années. Elle doit présenter le 26 février un nouveau «*pacte pour une industrie propre*», accompagné de plans d'urgence dans les secteurs de l'automobile, de l'acier et de la chimie. Une échéance très attendue par ces filières. «*Il est temps que l'Europe se réveille*», a exhorté Judith Kirton-Darling, la secrétaire générale de la confédération de syndicats IndustriALL, lors d'une manifestation à Bruxelles, près du siège de la Commission, le 5 février.